

**PROCÈS-VERBAL DE LA 75^e SÉANCE
DU CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

22 MARS 2011, À 9 H 30

Adopté tel que rédigé à la séance du 8 juin 2011

Procès-verbal de la 75^e séance du Conseil de la justice administrative, tenue le 22 mars 2011, à 9 h 30, à la salle 20.402 de la Commission des lésions professionnelles située au 500, boulevard René-Lévesque Ouest, 20^e étage à Montréal. La séance a été convoquée conformément aux délais prescrits par les *Règles de régie interne*.

Sont présents : M. Normand Bolduc, président du Conseil

M^e Jean-François Clément

M^e Robert Côté

M^e Hélène de Kovachich

M^e Suzie Ducheine

M. Joseph Gabay

M^e Luc Harvey

M^e Lucie Le François

M^e Louis Morin

M^e Pauline Perron

M^e Alain Turcotte

M^{me} Marie Despatis, secrétaire du Conseil

Membres absents : M^e Monique Corbeil

M. Antoine Roumi

Est aussi présente : M^e Nathalie Lachance, adjointe au président

Invité : Monsieur Yves-Marie Morissette, juge à la Cour d'appel

1. Ouverture de la séance

La séance est ouverte à 9 h 30.

Monsieur Normand Bolduc, président du Conseil, constate le quorum et ouvre la séance. Il souhaite la bienvenue aux membres et les remercie de leur présence.

Il informe les membres que M^e Yves-Marie Morissette, juge à la Cour d'appel, fera une présentation sur le thème de la quérulence vers 11 h 30.

2. Assermentation des nouveaux membres du Conseil

Ce point a été retiré de l'ordre du jour.

3. Adoption de l'ordre du jour de la séance

Monsieur Bolduc demande que soit retranché le point 2 de l'ordre du jour et que soit ajouté le point 10 « Dépôt du rapport d'enquête dans le dossier 488 » après le point 9.

Sur proposition de M^e Luc Harvey dûment appuyée, il est résolu d'adopter l'ordre du jour de la présente séance tel que modifié.

M^e Suzie Duchaine se joint à la séance du Conseil à 9 h 35.

4. Approbation du procès-verbal de la séance publique du 7 décembre 2010

Sur la proposition de M^e Alain Turcotte, dûment appuyée, il est résolu d'approuver le procès-verbal de la séance publique du 7 décembre 2010 tel qu'il a été rédigé.

5. Rapport du président

5.1 Raccordement au réseau du ministère de la Justice

Monsieur Bolduc informe les membres que le raccordement au réseau du ministère de la Justice est prévu entre la fin du mois d'avril et la fin du mois de mai 2011, s'il n'y a pas d'inconvénient majeur. À ce moment, trois postes informatiques seront remplacés : celui de l'adjointe, de la secrétaire et le portable de la salle du Conseil. Ce raccordement a été retardé en raison du changement

de fournisseur (de Bell à Télus) et de la nécessité d'installer la fibre optique dans l'immeuble.

5.2 Action en nullité signifiée par un plaignant

Monsieur Bolduc informe les membres que le 21 décembre dernier, le Conseil a reçu, par courrier recommandé, une requête « En appel d'une décision administrative et action en nullité (art 33 Cpc – Chartes canadienne et québécoise, Ccq Cpc Qc) » où le Conseil de la justice administrative est intimé. Cette requête met aussi en cause M^e Charles Gosselin du Tribunal administratif, le ministre des Transports et le ministre de la Justice. Dans ses conclusions, le requérant demande à la Cour supérieure « de bien vouloir accepter la révision judiciaire et déclarer la nullité de la décision rendue partiellement ou complètement. ».

Le Conseil a retenu les services de M^e Serge Barma pour le représenter dans cette affaire.

Les parties devront se présenter de nouveau à la Cour supérieure le 25 mars prochain pour la présentation de la requête.

5.3 Rapport annuel 2009-2010

Monsieur Bolduc informe les membres que le Rapport annuel de gestion 2009-2010 du Conseil de la justice administrative a été déposé à l'Assemblée nationale, le 17 février dernier, par le ministre de la Justice, monsieur Jean-Marc Fournier.

Un exemplaire du rapport est distribué aux membres du Conseil et le texte intégral du rapport sera rendu disponible dans le site Internet du Conseil.

5.4 Crédits détaillés

Pour l'année financière 2011-2012, monsieur Bolduc informe les membres que le budget du Conseil de la justice administrative alloué à la rémunération et au fonctionnement sera respectivement de 189 300 \$ et de 255 900 \$ pour un grand total de 445 200 \$.

De plus, pour faire suite au départ de M^e Michel Bouchard, sous-ministre et sous-procureur général au ministère de la Justice, monsieur Bolduc informe les

membres qu'une lettre le remerciant de sa précieuse collaboration lui a été adressée de leur part.

6. Sujets d'information

6.1 Journée de la justice administrative

Monsieur Bolduc informe les membres des récents développements à ce sujet.

6.2 Modifications à la *Loi sur la justice administrative*

Monsieur Bolduc informe les membres qu'il sollicitera une rencontre avec le sous-ministre par intérim, monsieur Denis Marsolais, afin de s'entretenir avec lui des modifications à la *Loi sur la justice administrative* qui ont été suggérées par les membres à la séance du 14 septembre 2010.

7. Présentation des travaux pour la publication des listes dressées en vertu de l'article 178 de la *Loi sur la justice administrative*

En remplacement de M^e Rosgarys Mercado, M^e Lachance présente aux membres les travaux effectués au cours de l'année afin de dresser les listes prévues par l'article 178 de la *Loi sur la justice administrative*. Un cahier détaillé regroupant les documents utiles aux membres pour rendre leur décision leur a été remis lors de la séance.

Ces listes ont été publiées pour la première fois en mai 2001. Par la suite, elles ont été mises à jour annuellement¹ et seront publiées à la partie I de la *Gazette officielle du Québec* le 9 avril 2011 pour une onzième année consécutive².

La mise à jour des listes a été effectuée par la compilation de toutes les modifications législatives entrées en vigueur entre le 3 mars 2010 et le 2 mars 2011, et chacun des ministères et organismes a été contacté afin de confirmer les données à être publiées.

¹ (2001) 133 G.O. I, 563, (2002) 134 G.O. I, 504, (2003) 135 G.O. I, 685, (2004) 136 G.O. I, 440, (2005) 137 G.O. I, 561, (2006) 138 G.O. I, 752, (2007) 139 G.O. I 513, (2008) 140 G.O. I, 565, (2009) 141 G.O. I 493 et (2010) 142 G.O. I 380.

² Toutes les versions des listes publiées par le Conseil sont disponibles sur son site Internet, ainsi que des versions détaillées de celles-ci.

Cette année, la *Liste des ministères et des organismes constituant l'Administration gouvernementale* est modifiée pour tenir compte de l'ajout de trois nouveaux organismes soit Infrastructure Québec, l'Institut national des mines et l'Institut national de l'excellence en santé et en services sociaux et du fait que le ministère du Revenu est remplacé par l'Agence du Revenu du Québec.

Deux résolutions sont adoptées par le Conseil afin que soient publiées les listes prévues par l'article 178 de la *Loi sur la justice administrative*. Les listes paraîtront à la partie I de la *Gazette officielle du Québec* du 9 avril 2011.

Sur la proposition de M^e Luc Harvey, dûment appuyée, il est résolu à l'unanimité d'adopter la *Liste des ministères et des organismes constituant l'Administration gouvernementale* ainsi que la *Liste des organismes chargés de trancher des litiges opposant un administré à une autorité administrative ou à une autorité décentralisée*, dont copies sont jointes au présent procès-verbal, afin qu'elles soient publiées à la partie I de la *Gazette officielle du Québec*, conformément à l'article 178 de la *Loi sur la justice administrative* (L.R.Q., c. J-3).

Sur la proposition de M^e Robert Côté, dûment appuyée, il est résolu à l'unanimité d'adopter la version comportant une description de la mission et des fonctions de chaque organisme de la *Liste des ministères et des organismes constituant l'Administration gouvernementale* et de la *Liste des organismes chargés de trancher des litiges opposant un administré à une autorité administrative ou à une autorité décentralisée*, dont copies sont jointes au présent procès-verbal, afin qu'elles soient publiées dans le site Internet du Conseil.

8. État et suivi des dossiers de plaintes et informations de gestion

Le tableau des données de gestion sur les plaintes, à jour au 8 mars 2011, est distribué. 40 nouvelles plaintes ont été déposées au Conseil depuis le début de l'exercice 2010-2011 pour un total de 52 plaintes, dont 15 en traitement.

Il y a deux dossiers d'enquête actuellement actifs. Ils portent les numéros 2010 QCCJA 488 et 2010 QCCJA 486.

Le Comité d'examen de la recevabilité des plaintes a tenu une séance hier après-midi : il y avait 9 dossiers de plainte inscrits à l'ordre du jour. Les neuf plaintes ont été déclarées irrecevables.

Les membres du Comité d'examen de la recevabilité des plaintes relatent les faits saillants de cette séance. Les membres du Conseil discutent entre eux. M^e Hélène de Kovachich suggère qu'une formation traitant des principaux motifs de plainte soumis au Conseil soit dispensée aux juges administratifs et M^e Luc Harvey propose que les membres du Conseil représentant le public assistent à

différentes audiences afin de se familiariser avec le déroulement et la gestion d'une audience.

Le Conseil prend acte du dépôt des décisions du Comité d'examen de la recevabilité des plaintes dans les dossiers n^{os} 481, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498 et 499.

9. Suivi des dossiers d'enquête

Monsieur Bolduc invite M^e Luc Harvey, président d'un Comité d'enquête, à présenter un suivi de son dossier.

- **Dossier 2010 QCCJA 488**

M^e Harvey informe les membres qu'une audience a été tenue le 15 février dernier et que le dossier a été pris en délibéré. Le rapport du Comité d'enquête est complété et il sera déposé au Conseil aujourd'hui.

Monsieur Bolduc invite également M^e Lucie Le François, présidente d'un comité d'enquête, à présenter un suivi de son dossier.

- **Dossier 2010 QCCJA 486**

M^e Le François informe les membres qu'une audience est prévue le 30 mars 2011 à Victoriaville.

10. Dépôt du rapport du Comité d'enquête 488

M^e Luc Harvey, président du Comité d'enquête constitué pour mener l'enquête sur la plainte du CSSS Richelieu-Yamaska à l'égard de M^e Yvan Vigneault, commissaire à la Commission des lésions professionnelles, a transmis au Conseil le rapport d'enquête et ses conclusions motivées. Le rapport d'enquête est remis aux membres afin qu'ils en prennent connaissance.

Après discussion, il est convenu que les membres vont en prendre connaissance et que le dépôt du rapport du Comité d'enquête dans le dossier 2010 QCCJA 488 sera inscrit à l'ordre du jour d'une séance électronique à être tenue prochainement.

11. Modification à la composition du Comité d'examen de la recevabilité des plaintes

L'actuel Comité d'examen de la recevabilité des plaintes a été constitué le 14 septembre 2010. Il s'agissait du cinquième comité constitué par le Conseil à la suite des modifications législatives entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Il est constitué des membres suivants :

- Monsieur Normand Bolduc;
- M^e Jean-François Clément (pour les séances des 7 décembre 2010 et 21 mars 2011);
- M^e Luc Harvey (pour les séances des 7 décembre 2010 et 21 mars 2011);
- M^e Lucie Le François;
- M^e Louis Morin (pour les séances des 7 décembre 2010 et 21 mars 2011);
- Monsieur Antoine Roumi;
- M^e Alain Turcotte.

Tous les membres du Conseil manifestent leur accord avec la proposition concernant la constitution et la composition d'un nouveau Comité d'examen de la recevabilité des plaintes.

En conséquence, sur la proposition de M^e Pauline Perron, appuyée par M^e Jean-François Clément, il est résolu que pour l'examen des plaintes qui lui seront soumises après le 21 mars 2011 un nouveau Comité d'examen de la recevabilité des plaintes soit constitué et qu'il soit composé des membres suivants :

- Monsieur Normand Bolduc;
- M^e Robert Côté (pour les séances des 8 juin 2011 et 12 septembre 2011);
- M^e Suzie Ducheine;
- M^e Hélène de Kovachich (pour les séances des 8 juin 2011 et 12 septembre 2011);
- M^e Louis Morin;
- M^e Pauline Perron;
- Monsieur Antoine Roumi.

Les membres du Conseil désignent monsieur Normand Bolduc pour agir à titre de président du Comité d'examen de la recevabilité des plaintes.

12. Calendrier des séances

Le calendrier des prochaines séances du Conseil est établi comme suit :

8 juin 2011 à 13 h 30 à Québec

13 septembre 2011 à 9 h 30 à Montréal

6 décembre 2011 à 13 h 30 à Québec

27 mars 2012 à 9 h 30 à Montréal

13. Questions diverses

M^e Louis Morin informe les membres des récents développements survenus dans les recours impliquant certains juges administratifs et le gouvernement du Québec.

La séance du Conseil est suspendue à 10 h 50 dans l'attente de l'arrivée du conférencier invité. La séance reprend à 11 h 20.

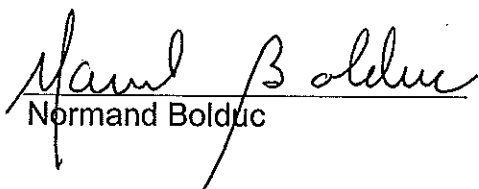
14. Invité : Monsieur le juge Yves-Marie Morissette, juge à la Cour d'appel

Monsieur Bolduc introduit M^e Morissette aux membres du Conseil. Monsieur le juge a été invité à s'exprimer sur le thème de la quérulence. Une période d'échange avec les membres suit la présentation de M^e Morissette.

15. Levée de la séance

La séance du Conseil est levée à 12 h 15.

Le président du Conseil de la justice administrative,


Normand Bolduc